

Réservé au Service	
Date d'entrée UCM :	Bureau :
Rédacteur :	Prescripteur :
N° :	Code :

## Starters et indépendants

**Numéro d'entreprise :**

**Numéro du dossier :**

À rappeler dans toute correspondance

Découvrez le point de contact  
le plus proche de chez vous via [ucm.be](http://ucm.be)

## Déclaration d'affiliation de votre société

### 1. Identification de la société

Numéro d'entreprise\*

Dénomination : \_\_\_\_\_

Sigle / abréviation : \_\_\_\_\_

Forme juridique :  SA  SPRL  SPRLU  SC  Autre forme : \_\_\_\_\_

Date de constitution de la société

Date de parution de l'acte constitutif aux annexes du Moniteur belge

Votre entreprise est-elle assujettie à la TVA ? Oui  Non

### 2. Adresse de la société

**Siège social :** Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Bte \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

**Siège d'exploitation :** Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Bte \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_  
(si différent)

**Envoi de la correspondance :**  Siège social  Siège d'exploitation

Tél : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

**IBAN**

Pour un compte belge compléter les cases grisées

**BIC**

### 3. Branche / secteur d'activité

Décrivez la branche ou le secteur d'activité avec précision et joignez une copie des statuts.

(\*) Depuis le 1er juillet 2003, toutes les entreprises entendues au sens le plus large possible (personnes morales et personnes physiques) se voient attribuer un numéro d'identification unique. Celui-ci est constitué soit par l'ancien N° de TVA, soit par le N° du registre national des personnes morales, ou est attribué par la Banque carrefour des entreprises (pour les nouvelles entreprises ou celles qui n'ont aucun des N° énumérés).

## Starters et indépendants

### 4. Service en ligne

- Je donne procuration à mon comptable, fiscaliste ou leur fiduciaire pour **accéder de manière électronique** aux informations de mon dossier ouvert auprès de la Caisse d'assurances sociales UCM.

Cette procuration est indispensable en application de la Loi sur la protection de la vie privée. Afin de conserver la confidentialité de mes informations, je m'engage à informer UCM en cas de changement de comptable ou de fiduciaire.

Nom de mon comptable/fiscaliste \* : \_\_\_\_\_ Prénom \* : \_\_\_\_\_  
 Fiduciaire : \_\_\_\_\_  
 Code postal / Localité : \_\_\_\_\_ Numéro de partenaire : \_\_\_\_\_  
 Téléphone\* : \_\_\_\_\_

\* informations obligatoires

### 5. Déclaration

Le(la) soussigné(e) déclare par la présente disposer du pouvoir d'affilier la société susmentionnée à la Caisse d'assurances sociales UCM en application de la loi du 30 décembre 1992 et de l'arrêté royal du 15 mars 1993.

Je soussigné(e), Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Né(e) le : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

déclare affilier la société à la Caisse d'assurances sociales UCM.

Je reconnais avoir été informé(e) de l'article 98 de la loi du 30 décembre 1992 qui stipule que les associés actifs et les mandataires (administrateurs ou gérants) de la société sont tenus solidairement avec elle au paiement de la cotisation annuelle, des majorations et des frais dont elle est redevable.

Fait à ....., le ...../...../.....

Signature :

SIGNATURE OBLIGATOIRE

**La présente déclaration signée n'est valable que si toutes les rubriques de ce formulaire sont correctement complétées.**

Cachet de la société :	LISTE DES ASSOCIES ET MANDATAIRES AFFILIES à la Caisse d'assurances sociales U.C.M. (compléter ci-dessous ou joindre une liste complète des associés)		
	Nom	Prénom	N° d'affiliation

## La cotisation annuelle à charge des sociétés

Depuis 1992, les sociétés sont tenues de s'affilier à une caisse d'assurances sociales et de payer une cotisation annuelle, fiscalement déductible, en vue de financer le statut social des travailleurs indépendants.

### 1 | Pour quelles sociétés ?

Les sociétés assujetties à l'impôt belge des sociétés ou à l'impôt belge des non-résidents sont tenues, sauf exception, au paiement de cette cotisation.

Si une société n'est pas (ou plus) soumise à l'impôt des sociétés, il lui appartient d'en fournir la preuve à sa caisse d'assurances sociales au moyen d'une attestation délivrée par l'administration des contributions.

#### Le début de l'assujettissement

En principe, une société est redevable de la cotisation annuelle dès l'année de sa création.

Une société ne peut être soumise à l'impôt belge des sociétés ou à l'impôt belge des non-résidents que lorsqu'elle dispose de la personnalité juridique, soit au jour du dépôt des actes constitutifs de la société auprès du greffe du tribunal de l'entreprise.

Dès lors, une société qui a été constituée le 20 décembre d'une année, mais dont les actes n'ont été déposés au greffe du tribunal de l'entreprise que le 5 janvier de l'année suivante, n'est pas redevable de la cotisation de l'année de la constitution de la société.

#### L'affiliation de la société à une caisse d'assurances sociales

Les sociétés sont tenues de s'affilier à une caisse d'assurances sociales de leur choix dans les 3 mois qui suivent leur création ou le fait qui les soumet à l'impôt des non-résidents.

A défaut, elles sont mises en demeure de s'affilier à une caisse de leur choix. Si elles ne répondent pas à cette injonction dans les 30 jours, elles sont affiliées **d'office** à la caisse de l'Inasti.

La société affiliée à une caisse peut demander le transfert de son affiliation auprès d'une autre, pour autant qu'elle soit restée affiliée au moins trois années auprès de la caisse qu'elle veut quitter et qu'elle soit en ordre de cotisation. Les formalités de transfert doivent avoir été accomplies entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin d'une année pour prendre effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

### 2 | La cotisation annuelle

#### Montant de la cotisation 2018

- **347,50 €** si le total du bilan de l'avant dernier exercice comptable clôturé (en principe 2016) de la société concernée est inférieur ou égal à 681.341,33 €;
- **868 €** si le total du bilan de ce même exercice est supérieur à 681.341,33 €.

Le total du bilan qui sert à déterminer le montant de la cotisation des sociétés est la valeur comptable totale de l'actif de la société concernée telle qu'elle ressort du bilan déposé à la Banque nationale de Belgique.

#### Quelle échéance ?

La cotisation **doit être payée avant le 1er juillet** de chaque année, ou, pour les sociétés nouvellement créées, pour le dernier jour du 3<sup>e</sup> mois qui suit le mois de la création de la société ou le mois de son assujettissement à l'impôt des non-résidents.

Un avis d'échéance est adressé à chaque société par sa caisse d'assurances sociales. Les sociétés ne peuvent cependant pas invoquer le fait de ne pas l'avoir reçu pour se soustraire à leurs obligations.

La cotisation n'est censée avoir été payée qu'à partir du moment où son montant est inscrit au compte financier de la caisse d'assurances sociales.

Si le compte de la caisse d'assurances sociales n'a pas été crédité à l'échéance légale, la loi prévoit qu'une majoration légale de 1% par mois civil de retard est automatiquement appliquée sur le solde impayé.

#### Le recouvrement de la cotisation

Les caisses d'assurances sociales ont l'obligation légale de percevoir les cotisations dues, au besoin par la voie judiciaire. Avant d'entamer ce recouvrement, la caisse devra adresser un rappel recommandé, tous frais à charge de la société.

#### La prescription de la cotisation

La cotisation se prescrit par cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle pour laquelle elle est due. Ainsi, la cotisation de 2018 sera-t-elle prescrite le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

La prescription de cette cotisation peut être interrompue par la caisse d'assurances sociales, notamment par l'envoi d'une lettre recommandée.

### Solidarité des associés et mandataires

La loi organise une solidarité entre la société et ses associés actifs et mandataires. Si la société ne paie pas sa cotisation, la caisse en réclamera le paiement aux associés et mandataires, tenus solidairement.

## 3 | Possibilités d'annulation et d'exonération de la cotisation annuelle

Bien que tenues de s'affilier à une caisse d'assurances sociales, certaines sociétés peuvent obtenir l'annulation ou l'exonération de la cotisation annuelle.

### Les sociétés non redevables

Ne sont pas redevables de la cotisation annuelle les sociétés :

- déclarées en faillite ;
- se trouvant en état de liquidation et dont le mode de liquidation a été publié aux annexes du Moniteur belge. Dans ce cas, elles doivent adresser à leur caisse un exemplaire de ces annexes ou une copie du P.V. actant la mise en liquidation.
- faisant l'objet d'une réorganisation judiciaire.

**Attention :** la loi ne prévoit aucun remboursement de cotisation si le paiement a été effectué alors que la société se trouvait dans une des situations visées ci-dessus.

### Les sociétés en veillesse

Lorsqu'une société n'a accompli aucune activité civile ou commerciale au cours d'une année civile complète, la caisse d'assurances sociales peut annuler la cotisation annuelle de l'année concernée à condition de disposer d'une attestation de l'administration des contributions précisant l'absence d'activité de la société pour cette année. Exceptionnellement, si la société est créée en fin d'année, une attestation de l'administration de la TVA précisant que la société n'a débuté son activité que l'année qui suit permet d'obtenir l'annulation de la cotisation de l'année de sa création.

### Une possibilité d'exonération

Sous certaines conditions relativement strictes, des sociétés peuvent bénéficier de l'exonération du paiement de cette cotisation durant les 3 premières années de leur existence.

Il doit OBLIGATOIREMENT s'agir de sociétés :

- de personnes (sont ainsi notamment exclues : les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions) ;
- dont le(s) gérant(s), ainsi que la majorité des associés actifs qui ne sont pas gérants, n'a (ont) pas été assujetti(s) plus de 3 ans au statut social des travailleurs indépendants, et ce durant les 10 années précédant la création de la société.

Les sociétés qui répondent à **toutes** ces conditions pour bénéficier de l'exonération, peuvent en faire la **demande** auprès de leur caisse.

Un contrôle du respect de ces conditions sera effectué chaque année par la caisse d'assurances sociales.

## 4 | Remarques importantes

### Les obligations de la société

**a |** S'affilier auprès d'une caisse d'assurances sociales et payer la cotisation annuelle dans les délais légaux.

**b |** Informer sa caisse d'assurances sociales de toute modification des renseignements communiqués lors des formalités d'affiliation.

### Fusion et absorption de sociétés

En cas de fusion de deux ou plusieurs sociétés, la nouvelle société née de la fusion est redevable des sommes dues au moment de cette opération par les sociétés fusionnées.

En cas d'absorption, seule la société absorbante est redevable de la cotisation de l'année au cours de laquelle se produit l'absorption.

### Note d'info | Indépendant

Cette note est informative. Elle constitue un bref aperçu des droits et obligations du starter et de l'indépendant.

E.R. : Jean-Benoît Le Boulengé | Caisse d'assurances sociales de l'UCM  
Association sans but lucratif agréée par l'arrêté royal du 27 décembre 1967  
Chaussée de Marche, 637 - 5100 Namur-Wierde  
Tél. : 081/32.06.11 | Fax : 081/30.74.09 | e-mail : [cas@ucm.be](mailto:cas@ucm.be)

FSMA 18700A

[ucm.be](http://ucm.be)

Consultez toutes nos notes d'info, mises à jour régulièrement, sur [www.ucm.be/notes-d-infos](http://www.ucm.be/notes-d-infos)